

RAPPORT D'OUVERTURE DE PHILIPPE MARTINEZ

Chers (es) camarades,

Chers (es) amis invités

Bienvenue à notre 51^{ème} Congrès confédéral. Eh oui, 51 à Marseille, il fallait oser. Nous l'avons fait.

Au nom de la direction confédérale sortante, au nom de toute la Confédération, je vous souhaite la bienvenue à notre 51^{ème} Congrès.

Bienvenue à tous, les délégués venus de toute la France. Merci à tous vos syndicats qui ont permis votre participation dans cette période complexe mais néanmoins passionnante, souvent éprouvante pour les équipes syndicales face aux appétits du patronat. .

Pendant 5 jours, nous allons ensemble réfléchir, échanger et prendre des décisions dont nous avons tant besoin. Vous êtes près de 1000 délégués présents aujourd'hui, et pour une grande majorité d'entre vous, 78%, c'est la première fois que vous assistez à un congrès de la Confédération et cela mérite d'être souligné.

Votre présence à tous, malgré, nous le savons, la difficulté d'être absent durant une semaine de ses proches, de son boulot et de son syndicat, montre le sérieux de votre démarche et de votre engagement.

Je voudrais également saluer l'ensemble de nos invités qui vont se succéder tout au long de la semaine et qui vous seront présentés chaque jour. Je sais que vous saurez leur réserver l'accueil chaleureux et fraternel de la CGT.

Notre congrès s'ouvre dans une période particulière puisque depuis plus de deux mois, la mobilisation est à l'ordre du jour. Nous conjugons en quelque sorte, la théorie et la pratique dans le cadre de la préparation de ce congrès. Et c'est toujours mieux de pouvoir vérifier concrètement la pertinence de nos orientations. Ce n'est pas la première fois que nous conjugons réflexions et actions à l'occasion d'un congrès confédéral. Nous l'avions fait et bien fait en 1995 lors du 45^{ème} Congrès.

Avant d'en venir à l'actualité, je souhaitais démarrer ce rapport par un sujet qui mérite toute notre attention. L'objectif qui avait été fixé par la direction était que ce congrès soit composé de 50% de femmes. Cet objectif ambitieux n'est ni un effet de mode, ni une utopie. Il est le symbole de notre combat pour la parité, pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, de la lutte contre les discriminations et les violences qu'elles subissent au travail et dans la vie.

L'activité Femmes-Mixité de la Confédération a beaucoup travaillé, produit des documents, dont le Guide de l'Égalité que vous avez dans vos sacs est un exemple, mais force est de constater que cela n'a pas suffi car notre objectif n'est pas atteint.

Il en est de même pour la construction de notre future direction nationale, nous le verrons jeudi.

A l'image de la société, des idées régressent et c'est inquiétant. La place des femmes dans notre syndicalisme est un enjeu majeur. Leur place et leur responsabilité à tous les niveaux de l'organisation doivent être effectives et non pas un vœu pieux.

Le Comité confédéral national a fait le choix, il y a un peu plus d'un an, d'une préparation extraordinaire du congrès plutôt que la tenue d'un congrès extraordinaire. Ce choix a été le bon.

Cette préparation s'est appuyée d'abord sur un plan de visites de 2000 syndicats, démarré il y a plus d'un an. Nous avons rencontré plusieurs dizaines de milliers de syndiqués et de salariés réaffirmant ainsi notre volonté de renforcer notre rapport aux réalités du terrain, au monde du travail.

C'est à partir de ces premières visites que nous avons construit notre Document d'orientation. Un document que nous avons souhaité le plus lisible possible, ancré dans les réalités du monde du travail, des problématiques et des défis qui nous sont posés au quotidien dans notre activité syndicale à tous les niveaux de l'organisation.

Nous avons articulé le document autour de cinq thèmes majeurs. Nous pouvons vérifier dans la pratique de la séquence que nous vivons concernant le rejet de la loi travail et la proposition d'un code du travail du 21^{ème} siècle, la pertinence de nos questions et des réponses que nous proposons.

La CGT est bien présente dans le paysage social français, c'est la première organisation syndicale de notre pays. Elle est incontournable, et elle compte le rester, dans sa capacité à s'opposer, à proposer, à rassembler et à mobiliser.

Certains ont voulu nous enterrer en fin d'année 2014 suite aux problèmes internes que nous avons traversés. Ce n'est pas la première fois depuis 120 ans que nous sommes ainsi attaqués. Mais quand la CGT est mise à mal dans ces valeurs, le coup est plus rude, surtout pour les syndiqués et les militants.

Si cette période a été difficile, nous avons tous ensemble réussi à la surmonter.

Nous n'avons jamais nié ces problèmes, nous avons d'ailleurs commencé à les régler par des mesures internes que nous avons tout de suite mises en œuvre. Le rapport financier de la Commission financière et de contrôle les détaillera. Nous n'avons rien cédé face à ces attaques, face à tous ceux qui rêvaient d'une CGT qui rentre dans le rang ou dans le moule, voire qu'elle disparaisse.

Aujourd'hui, les mêmes redoublent d'une pluie d'insultes parce que nous sommes à contrecourant de leurs idées d'accompagnement de la crise du capital. Certains chroniqueurs n'hésitent pas même à faire le parallèle entre nous et les terroristes de DAESH, entre la CGT et le FN. On nous traite de dinosaures ou de dernier des soviets. Si elles sont insupportables, ces insultes montrent au moins une chose. Nous sommes bien présents et vivants car on ne tire pas sur les morts.

Le MEDEF et le gouvernement ont, eux, choisi la bonne vieille méthode de la répression syndicale et les atteintes aux libertés.

Nos 8 camarades de GOODYEAR ont été condamnés à 24 mois de prison dont 9 fermes. Leur crime ? Avoir combattu sans relâche pour la préservation de leur site et de leurs emplois.

Cette décision de justice pilotée par le gouvernement, puisque la direction de Goodyear avait retiré sa plainte, est proprement scandaleuse, nous refusons ce jugement de classe.

Nous les accompagnerons devant la cour d'appel d'Amiens, mi-octobre prochain. Ensemble, exigeons leur relaxe.

Il en est de même pour les 5 d'Air France, licenciés puis trainés devant les tribunaux pour avoir manifestés contre un énième plan de restructuration de leur entreprise.

Des salariés qui luttent pour l'emploi et en face un Premier Ministre qui vient saluer, reconforter un PDG et traiter les syndicalistes de voyous. Voilà la réalité de la politique sociale dans notre pays. Les 5 doivent être réintégrés comme l'a exigée l'inspectrice du travail de Bobigny pour notre camarade délégué. Nous serons aussi avec eux le 27 mai au tribunal pour exiger l'arrêt de toutes poursuites pénales.

Plus généralement, nous soutenons tous les militants, syndiqués ou salariés victimes de discriminations, licenciés pour activités syndicales ou faits de grèves.

Ne nous laissons pas faire, ne laissons rien passer.

De la même manière, la remise en cause des lieux d'accueil et de vie de la CGT, les bourses du travail ou nos unions locales, est un signe de la volonté de remettre en cause un syndicalisme de proximité, proche des salariés, des privés d'emplois, des retraités.

Cela se fait sous prétexte de réduction des dépenses, d'un manque de moyens des collectivités. Eh bien, nous disons à ces élus qui tentent de nous opposer aux citoyens que nous ne laisserons pas faire. Nous avons déjà fait reculer des prétentions de nous chasser de nos locaux à Toulouse, à Cannes et ailleurs. Nous ne lâcherons pas non plus à Châteauroux, à Guéret, au Blanc mesnil et partout où les moyens syndicaux sont menacés.

Nous refusons ces politiques d'austérité qui, sous prétexte d'économie, sous le diktat de la Commission européenne, veulent faire payer au plus modestes les marges des entreprises et les dividendes versés aux actionnaires.

L'exemple de la Grèce a été particulièrement révélateur, il y a un plus d'un an. Les institutions financières, le FMI et la BCE en tête, la Commission européenne ainsi que les gouvernements ont décidé de faire de ce pays et de ses habitants, un exemple pour l'ensemble des populations de notre continent. C'est-à-dire, imposer une cure d'austérité et une régression sociale à un peuple au nom des sacro-saints intérêts financiers toujours plus gourmands.

Je ne développe pas les mesures qui ont été et sont encore imposées à la population de ce pays, nous les avons déjà détaillées.

Le gouvernement de Valls s'est fait maître en la matière. Fini le temps des promesses du candidat Hollande qui voulait s'attaquer au monde de la finance et aux inégalités, qui voulait que son quinquennat soit celui de la lutte contre le chômage et placé sous le signe de la jeunesse.

La finance, elle, rigole, elle sabre le champagne et Gattaz se frotte les mains. Jamais les inégalités n'ont été aussi importantes en France, en Europe et dans le monde. Les revenus ont continué de progresser pour les 10% les plus aisés de la population française. En 2013, la France se classe au cinquième rang mondial des individus détenant plus de 50 millions de dollars de patrimoine.

En 2015, notre pays est le 4^{ème} au monde à avoir versé le plus de dividendes à ses actionnaires derrière les Etats-Unis, le Royaume Uni et le Japon. Enfin, une étude révèle que « 62 individus détiennent à eux seuls des richesses équivalentes à celles de 3,5 milliards d'humains ».

A contrario et durant cette même période, le nombre de personnes pauvres en France a augmenté de un million, soit une hausse de 29%. 2 millions de personnes vivent avec 651 euros par mois au maximum, soit 22 euros par jour.

Le chômage bat des records, il frappe surtout les jeunes, souvent deux fois plus que les autres, les femmes et les plus anciens.

Le gouvernement actuel prolonge et amplifie ce que faisait celui présidé par Nicolas Sarkozy : mettre à l'index le prix du travail, ce qu'ils appellent un coût au nom de la compétitivité des entreprises. Il renforce les aides aux entreprises en majorité les plus grandes.

L'exemple du CICE est à ce titre significatif. Nous en sommes déjà à 31 milliards d'argent public de versés aux entreprises, il en reste encore 10 à venir et tout le monde est en capacité de mesurer leur efficacité sur la courbe du chômage.

Oui, nous exigeons un contrôle de strict de l'utilisation de ces aides et leur remboursement immédiat si elles n'ont pas servi à développer l'emploi.

Les différents ANI, les lois Rebsamen et Macron, ont été autant de coups portés au monde du travail, mais avec la loi travail, Hollande et Valls nous proposent purement et simplement un retour au 19^{ème} Siècle.

Le MEDEF applaudit une nouvelle fois, même si pour Gattaz, cela ne va jamais assez loin. La droite et l'extrême droite sont ravies. Comme nous l'avons écrit, Sarkozy en rêvait, Hollande veut le faire.

Ce projet défait plusieurs décennies de règles collectives en instituant le principe d'un code du travail, d'une loi différente dans chaque entreprise, ce que nous appelons l'inversion de la hiérarchie des normes.

Terminées les conventions collectives qui donnent des droits collectifs pour les salariés des grandes ou des petites entreprises, qu'il y ait une présence syndicale ou pas.

Terminées les 35 heures, les heures supplémentaires majorées, les temps de repos ou les congés. On nous ressort les vieilles recettes qui datent de plus de 30 ans : faciliter les licenciements pour créer des emplois. Et ils prétendent combattre la précarité.

Comment qualifier un CDI que l'on peut stopper quand le patron le décide si ce n'est de CDD et donc de précarité ?

L'ensemble de ces lois, nous les avons critiquées et combattues sans réserve. Personne ne peut le contester. Les positions de la CGT ont été claires et courageuses.

Ainsi, à la suite des terribles attentats qu'a connus la France en 2015, nous avons pris nos responsabilités, j'allais dire seul contre tous.

Nous avons bien sûr condamnés ces assassinats qui ont frappé de façon aveugle des populations dans leur vie quotidienne. Nous avons d'ailleurs été touchés dans notre famille CGT par la mort de plusieurs de nos camarades.

Ces atrocités, nous les condamnons fermement, quel que soit l'endroit sur la planète où elles arrivent.

Mais face à la loi sur l'état d'urgence et les volontés belliqueuses du gouvernement, nous avons su réaffirmer nos valeurs. Nous avons été les premiers à nous prononcer contre un état d'urgence qui réduirait les libertés collectives et individuelles dans une déclaration de notre Comité confédéral national réaffirmant ainsi notre indépendance vis-à-vis du pouvoir et des partis politiques.

La CGT a rappelé que le besoin de sécurité des citoyens ne pouvait se confondre avec une restriction de ces libertés individuelles et collectives.

Nous avons réaffirmé notre attachement à la paix et au désarmement, c'est ce qui nous a conduits à remettre en place un collectif confédéral sur ces questions.

Avec un montant de 1 676 milliards de dollars, les dépenses militaires ont augmenté de 1% en 2015. Cela est dû aux multiples conflits qui se sont développés sur la planète.

Nous voyons ressurgir des discours belliqueux et notre pays est particulièrement actif dans nombreux de ces conflits.

François Hollande se présente en chef de guerre, espérant ainsi redorer son blason en reprenant le flambeau des Bush, père et fils, de Poutine ou de Netanyahu.

En évoquant le nom du Premier Ministre israélien, je ne peux m'empêcher d'évoquer la situation du peuple palestinien à qui nous réaffirmons toute notre solidarité. Une délégation de la Confédération s'est rendue la semaine dernière en Cisjordanie à l'occasion du congrès de nos camarades du PGFTU. Nous le verrons mercredi, nous menons campagne contre ORANGE pour sa politique complice de colonisation dans les territoires occupés.

Je propose au congrès de saluer chaleureusement nos camarades de PALESTINE.

Ces guerres sont à chaque fois présentées comme la seule solution pour éradiquer le terrorisme et elles conduisent des milliers de personnes à fuir l'horreur et les bombardements.

Vous l'avez constaté, après les terribles images de l'arrivée des migrants sur le continent européen, les gouvernements de notre continent se renvoient les responsabilités.

Là encore, après le temps des discours, il y a la réalité et l'accueil des migrants n'est pas réglée, les drames continuent dans une indifférence des pouvoirs en place.

Pire, nous revoyons ressurgir le nationalisme et le racisme jusqu'au plus haut sommet des états. La CGT a réaffirmé la nécessité d'un accueil digne de tous les migrants et elle a pris des mesures, ce qui nous a valu des batailles avec un certain nombre de maires ou d'élus.

Nous avons également rappelé notre volonté de refuser tout amalgame en réaffirmant nos valeurs de solidarité et de lutte contre le racisme. Nous ne devons pas baisser la garde sur cette question, contre cette division orchestrée des salariés.

Ces valeurs, nous les mettons en œuvre dans notre implication dans les luttes avec tous les travailleurs sans-papiers. Si le combat est loin d'être terminé, des victoires importantes ont été obtenues.

Permettez-moi de saluer l'ensemble des travailleurs sans-papiers, ils peuvent compter sur la CGT dans cette bataille pour leur régularisation. Bon nombre d'entre eux ont adhéré à notre organisation, ils doivent trouver leur place, toute leur place en son sein.

Au-delà de cette seule question, nous devons être plus visibles et plus audibles sur la problématique des travailleurs détachés.

Nous refusons de culpabiliser ces salariés. Nos adversaires, ce sont ceux qui les exploitent dans les pires conditions sociales. Dans ce domaine aussi, des expériences sont menées. Nous avons des propositions concrètes.

L'ensemble des problèmes que je viens d'évoquer nous renvoie à notre engagement sur les questions européennes et internationales.

Cela passe d'abord par des questions de solidarité et d'échanges concrets avec nos camarades, les salariés en lutte ou victimes de répression.

J'allais dire, ça, nous le faisons presque au quotidien mais cet engagement doit être encore plus visible et plus concret à l'échelle des groupes multinationaux. Nous en aurons une illustration durant ce congrès avec nos camarades de Mac Donald.

A propos de solidarité et même si MAYOTE, c'est la France, je tiens à saluer la lutte que mènent nos camarades de la CGT sur l'île. La Confédération a envoyé un message de soutien la semaine dernière, je propose que le congrès en fasse de même.

Au-delà de la solidarité, nous devons œuvrer pour expliquer et travailler avec d'autres à des alternatives sociales à l'échelle de notre continent ou de la planète. Nous avons eu l'occasion de le faire cette année au sujet de la situation en Grèce.

Avec d'autres syndicats européens, je pense au DGB allemand par exemple et la confédération européenne des syndicats, nous avons dénoncé la politique d'austérité imposée au peuple grec par les institutions européennes et les marchés financiers.

Nous avons reçu nos camarades de la Confédération syndicale des Amériques pour débattre de leur projet PLADA, une plateforme de développement pour les Amériques qui propose d'autres voies en matières économiques, sociales et environnementales.

Réfléchir et agir ensemble pour une transformation sociale du monde, c'est la conception de notre engagement au sein des confédérations européennes et internationales.

Un engagement où nous devons faire preuve d'humilité face à des situations économiques et surtout sociales totalement différentes des nôtres, mais aussi d'autres formes ou conceptions syndicales.

Etre humble, cela ne veut pas dire mettre ses idées dans sa poche. Nous défendons en tout lieu et sur tous les sujets, nos idées, notre vision. Mais on ne peut avancer, être efficace et rassembler sans essayer de comprendre les autres. Nous militons pour un syndicalisme européen et mondial plus en lien avec les réalités du monde du travail, indépendant des institutions, des gouvernements ou des partis politiques et l'expérience nous montre que ces idées progressent.

Pour avancer plus vite, il est nécessaire que plus de camarades au sein de la CGT s'emparent de ces questions car nous avons trop tendance à considérer que c'est une affaire de spécialistes.

Nous nous félicitons que les mobilisations, les nombreuses protestations, aient contraint le président de la République à abandonner le projet de réforme de la constitution sur l'état d'urgence et la déchéance de nationalité.

Je l'ai dit, toutes ces mesures, ces accords ou ces lois, nous les avons critiqués sans réserve.

Mais nous ne pouvons nous cantonner à la seule contestation. J'ai coutume de dire qu'il n'y a pas besoin de beaucoup de temps pour convaincre que les choses vont mal. En général, tout le monde est d'accord avec nous, la côte de popularité du président de la République

et du gouvernement en témoigne. Par contre, il faut user de plus de salive pour persuader les salariés que des alternatives sont possibles. Ce manque de perspectives est un des freins aux mobilisations. Il conduit aussi, je l'ai rappelé, à des divisions au sein de la société, à trouver des boucs émissaires aux problèmes et à voter pour le Front national.

Oui, nous avons des propositions modernes, n'en déplaise à tous ceux qui aimeraient nous isoler dans la seule contestation en souhaitant cliver les syndicats entre passéistes et modernistes. Nous sommes modernes parce que notre conception de la réforme, c'est le progrès social et non pas un accompagnement du capital ou un retour en arrière.

Nos idées progressent dans l'opinion. Regardez notre proposition d'une réduction de temps de travail à 32 heures. Nombreux sont ceux qui s'accordent à dire, et bien au-delà de nos rangs, que cette mesure permettrait de créer des centaines de milliers d'emplois.

Arithmétiquement, notre proposition permettrait de créer 4,5 millions d'emplois. Cela donnerait la possibilité à de trop nombreux salariés en temps partiel contraint, très majoritairement des femmes, de travailler plus et gagner plus.

Travailler moins pour travailler tous et mieux, c'est le thème de notre campagne. Une telle proposition ne peut se faire sans aborder la question du travail et de son organisation.

Depuis le dernier congrès, nous avons décidé de faire de la question du travail la porte d'entrée principale de notre démarche syndicale. Des expériences ont été faites, elles montrent la pertinence et la justesse de notre orientation. Mais ces expériences doivent être généralisées et moins théorisées.

A travers cette question du travail, nous réaffirmons notre conception du syndicalisme. Un syndicalisme qui s'appuie et se construit d'abord, sur notre rapport aux salariés.

Pas un syndicalisme d'experts côtoyant d'autres experts, qu'ils soient économiques, patronaux ou politiques, mais coupés des réalités du monde du travail. Des experts qui décident en lieu et place de la majorité à partir de critères uniquement financiers de ce qui est bien ou pas.

Ces critères évoquent toujours la compétitivité, la rentabilité, les marges. Jamais l'efficacité économique et sociale de l'entreprise, jamais la place des salariés.

C'est parce que nous sommes attachés à cette conception du syndicalisme que nous avons insisté sur le besoin de rééquilibrer le temps que nous consacrons aux institutions par rapport à celui que nous passons avec les salariés.

Cette question se pose à tous les niveaux de la CGT et pas uniquement à la Confédération. J'ai eu maintes fois l'occasion de le vérifier lors des visites de syndicats.

L'élaboration de nos plans de travail hebdomadaires ou mensuels doit intégrer prioritairement cette question. C'est cette volonté de ne pas se laisser enfermer dans ce syndicalisme institutionnel qui nous a principalement conduits à ne pas nous rendre à la dernière conférence sociale en octobre dernier. On nous a refait le coup d'une CGT appliquant la politique de la chaise vide. On pourrait leur rétorquer que nous militons pour une CGT qui refuse les strapontins pour écouter des discours convenus et qui préfère les chaises bien occupées pour évoquer les revendications des salariés.

La base de nos propositions repose sur une autre répartition des richesses. Nous pointons du doigt le coût du capital par opposition au patronat qui désigne le prix du travail comme un problème. Oui, il faut augmenter les salaires et reconnaître les qualifications.

Le plan de visite des syndicats, la rencontre avec les militants et les syndiqués montrent que cet aspect de notre démarche est également bien perçu par les militants et les syndiqués.

Ces rencontres, ces échanges nous confortent dans l'idée qu'il ne faut pas lâcher sur la campagne du coût du capital. Nous allons engager une deuxième phase à partir du congrès. Du matériel est disponible sur l'espace confédéral.

Il nous faut ajuster nos arguments pour toucher tous les salariés, je pense à ceux de la fonction publique mais également les retraités.

Il nous faut également développer plus sur les questions de fiscalité et d'évasion fiscale avec l'aide de nos camarades des finances.

Les récentes révélations coordonnées de 107 médias dans le monde montre l'ampleur du problème et l'hypocrisie des pays occidentaux et de leur gouvernement respectif. Cette fraude représente 60 à 80 milliards d'euros de perte, certains parlent même de 250 milliards, pour les recettes de notre pays et 1 000 milliards au niveau européen. J'en profite pour préciser que ce n'est pas en poursuivant la casse de l'emploi public dans l'administration fiscale que la France se donnera les moyens d'arrêter cette hémorragie.

Et que dire du rôle des banques dans ce système. Celles de notre pays ont réalisé 5 milliards d'euros de bénéfices en spéculant dans les pays à faible taux d'imposition ; autant d'argent qui ne sert ni à l'investissement, ni à la recherche, ni aux services publics ou à la protection sociale.

Cela justifie plus que jamais notre proposition d'un pôle financier public. Un pôle financier public qui ait pour mission et ambition d'imposer des choix à la puissance publique, des choix d'intérêt général axés sur la satisfaction des besoins économiques et sociaux.

Nous avons des ambitions pour relancer l'industrie de notre pays. Malgré une casse importante, elle possède encore des atouts et une diversité considérable.

En effet, la France reste un des premiers pays au monde dans le nombre de filières industrielles existantes et de produits fabriqués.

Les gouvernements successifs ont accompagné cette politique de casse en sacrifiant des fleurons industriels, souvent stratégiques, aux appétits de la finance.

Nous refusons d'opposer ce que certains appellent « vieille industrie » avec ce qui serait l'industrie du futur, avec notamment les enjeux du numérique.

Ce n'est pas la première fois que nous sommes confrontés à des évolutions technologiques et le numérique en est une. Cette technologie existe déjà dans certaines professions. Comme à chaque fois, il ne s'agit pas de lutter contre ces technologies mais de lutter pour obtenir des conditions de travail de qualité, des garanties sociales et salariales.

Il nous faut lutter contre l'idée selon laquelle transformation des technologies serait synonyme de régression sociale ! Que le patronat ne se serve pas de l'alibi du numérique pour déqualifier, précariser, flexibiliser ou agiter les menaces de dizaines de milliers de suppressions d'emplois !

Contrairement à ce qui peut être affirmé, y compris parfois dans nos rangs, nous n'avons pas atteint un point de non-retour à condition de rompre avec ces politiques.

Une reconquête industrielle passe par des politiques publiques qui privilégient l'investissement, la formation initiale et continue, l'emploi et les salaires.

Nous avons des exemples de batailles que nous avons gagnées par la lutte à partir de projets alternatifs construits par la CGT et les salariés. Impossible de toutes les citer mais permettez-moi d'évoquer celle des FRALIB ou de la réparation navale marseillaise puisque nous sommes dans les Bouches du Rhône. Ces expériences doivent se multiplier à partir d'un travail croisé entre professions et territoires.

En même temps, nous devons reposer avec plus de force, le rôle et les places des entreprises publiques dans notre pays. La bataille menée par nos camarades de la FNME met en évidence le besoin d'un secteur public de l'énergie face à l'accroissement des inégalités et de la précarité des citoyens dans ce domaine. C'est vrai dans bien d'autres domaines.

Plus globalement, nous devons remettre dans le débat public, le besoin de reconstruire un secteur industriel public, en résumé des nationalisations.

Cela doit pouvoir se réaliser à l'échelle de l'Europe, il faudra trouver le mot adéquat comme l'ont travaillé nos camarades de la sidérurgie et d'Arcelor lors de l'annonce de la fermeture du site de Florange.

Des choix qui conjuguent intérêt des salariés et préservation de l'environnement, ce que nous nommons dans nos Repères, le développement humain durable.

Pas d'industrie sans services publics, pas de services publics sans industries, avons-nous coutume de dire.

C'est vrai et il faut faire vivre ce slogan dans notre quotidien syndical.

Nous avons des ambitions pour les services publics face aux critiques permanentes du gouvernement et du travail concernant les fonctionnaires et leur statut.

Là aussi, les mauvais coups pleuvent, je pense au PPCR, l'accord minoritaire mis en œuvre dans la fonction publique mais aussi aux conséquences de la réforme territoriale.

Nous avons engagé une campagne auprès des salariés et des usagers pour dénoncer les méfaits de cette réforme, tant en matière d'inégalité entre territoires qu'en terme de recul de la démocratie.

Toutes les campagnes orchestrées contre les services publics et les fonctionnaires doivent être condamnées fermement. Et dans ce domaine aussi, nous devons être à l'offensive. Je pense à la question des salaires et du relèvement du point d'indice et les mobilisations qui ont eu lieu. Par un tour de passe-passe en communication, le gouvernement a voulu faire passer l'idée que la France s'était ruinée pour augmenter les fonctionnaires.

La réalité montre qu'en fait, les traitements seront revalorisés en moyenne de 10 euros bruts en 2016 et encore, uniquement sur les 6 derniers mois.

Avec l'ensemble des fédérations de fonctionnaires et en lien avec la confédération, nous devons travailler sur l'enjeu d'un service public de qualité au service de tous les citoyens. Un projet CGT pour planter notre décor sur le rôle et les missions que nous portons en y intégrant le statut de ceux qui y travaillent.

L'exemple de la situation de l'hôpital public et de ses personnels est également significatif.

Derrière les questions de santé, se pose l'avenir de la protection sociale et des retraites dont nous exigeons le retour aux 60 ans.

Alors que la sécurité sociale à la française a fêté ses 70 ans, elle reste une idée moderne et beaucoup de salariés dans le monde nous l'envient et y font référence.

Idem pour l'assurance chômage, alors que de nouvelles négociations sont ouvertes. Le MEDEF et bien d'autres tentent de culpabiliser les privés d'emploi.

Faut-il rappeler que plus d'un sur deux ne perçoit aucune indemnité ?

Là-aussi, les tentatives de divisions sont de mise. Une nouvelle fois, les professions du spectacle, les intermittents sont montrés du doigt. L'intermittence, ce n'est pas le chômage, ça doit être reconnu comme une période d'activité.

Nous soutenons les mobilisations en cours. Elles doivent s'amplifier.

Je l'ai dit, avec la séquence de mobilisation pour le retrait de la loi travail, nous sommes dans les travaux pratiques autour notamment de deux questions qui font débattre dans la préparation de ce congrès.

La première, c'est notre stratégie des luttes et leurs convergences. Nous insistons sur le besoin d'ancrage de ces luttes dans les entreprises et de conjuguer revendications particulières à des professions ou des groupes à ce qui nous rassemble contre le projet de loi travail.

La dernière journée du 31 mars a montré la pertinence de notre approche avec de nombreux appels à la grève dans de multiples entreprises.

Certains nous accusent d'organiser des mobilisations qualifiées de « fourre-tout ». Laissons-les parler. Nous faisons la preuve que l'élargissement du mouvement passe par une prise en compte de la diversité du mécontentement et d'en donner la cohérence, à l'exemple de la mobilisation des cheminots autour de la construction de leur convention collective, de l'emploi et des conditions de travail, des salaires.

Nous avons à réfléchir sur la conjugaison des journées d'action professionnelle et celles interprofessionnelles. Elles ne s'opposent pas, elles sont complémentaires, à condition que tout le monde joue le jeu lorsque nous décidons collectivement d'une initiative interprofessionnelle.

Trop souvent encore, certains décident d'une initiative en marge d'une décision collective parce que telle ou telle revendication ou mot d'ordre n'est pas suffisamment mis en avant. Cela jette de la confusion dans nos rangs et un agacement légitime des militants.

La démocratie, mes camarades, c'est de décider ensemble et de mettre en œuvre ensemble les décisions collectives.

Dans la période mais à chaque mouvement social d'ampleur, se pose la question de la généralisation des grèves et des actions. Tout le monde est d'accord sur le sujet, la Confédération la première.

Mais soyons honnêtes entre nous, la grève générale ne se décrète ni de Montreuil, ni d'ailleurs. Le mouvement se construit avec les salariés en assemblée générale.

D'ailleurs, la consultation nationale que nous avons initiée en fin d'année dernière posait le problème des formes d'action, y compris celles de la grève.

Cette consultation, nous avons du mal à la porter auprès des salariés et c'est un problème. Nous n'avons rien à craindre à demander l'avis de nos collègues, à confronter nos points de vue et nos avis. Au contraire. Alors, profitons de la période pour évoquer partout toutes les formes de lutte y compris la grève reconductible.

La seconde question, c'est la question de l'unité syndicale et du syndicalisme rassemblé. Ne nous arrêtons pas à cette expression qui date du 45^{ème} Congrès en 1995 mais essayons plutôt de réfléchir sur le sens de notre démarche, d'en faire l'analyse et sûrement les critiques nécessaires pour mieux afficher nos ambitions.

C'est Louis Viannet qui disait à l'époque dans son rapport d'ouverture, je le cite : « le sectarisme comme l'opportunisme conduisent à l'impasse ».

Oui, nous voulons rassembler largement le mouvement syndical sans a priori mais sans exclusivité. C'est certainement l'erreur que nous avons fait ces dernières années en favorisant peut-être nos relations avec la CFDT au moment de l'accord puis de la loi sur la représentativité.

On peut avancer avec certains durant une période parce que nous sommes d'accord sur un sujet. Cela ne doit pas en faire un partenaire privilégié.

C'est ce que nous avons corrigé dans le conflit qui nous occupe depuis le mois de février. Nous avons proposé de travailler avec tout le monde puis nous avons avancé avec tous ceux qui le souhaitaient sur la base du retrait de la loi.

Le fait de n'écarter personne à priori montre notre volonté d'ouverture, le besoin de rassemblement du plus grand nombre. Force est de constater que les plus vives discussions, les désaccords, ne sont pas dans nos rangs.

C'est cet esprit d'ouverture qui fait qu'aujourd'hui, nous retrouvons dans les cortèges des militants d'autres organisations, drapeaux en berne, ce qui est un signe fort.

C'est ce qui fait que des syndicats ou des fédérations entières ont appelé à participer aux manifestations que nous organisons malgré les désaccords de leur confédération et je ne cite personne.

Devons-nous réjouir ou pas, qu'il y a quelques mois, le syndicat CFDT de SMART s'associe avec le syndicat CGT du site pour refuser d'avaliser un accord constituant les prémices du projet de loi travail ?

Oui, notre démarche d'ouverture et de rassemblement nous permet d'avancer avec tous ceux qui le souhaitent, tout en étant audibles et visibles avec nos propositions et nos objectifs.

C'est également un vrai signe vis-à-vis des syndicats de jeunes, lycéens et étudiants. Nous ne leur avons rien imposé. Au contraire, nous leur avons permis d'être visibles avec des revendications spécifiques.

Nous avons fait en sorte d'éviter les oppositions et les divisions qu'aimeraient organiser gouvernement et patronat entre la jeunesse et le monde du travail. Enfin, nous avons réussi à ce que les organisations de jeunesse soient considérées comme des interlocuteurs comme les autres par les pouvoirs publics.

La lutte, notre lutte commune a permis des premières avancées, certes insuffisantes et loin du cœur du conflit, pour la jeunesse lycéenne et étudiante de ce pays. Nous saurons éviter les pièges grotesques de la division entre générations que tente le gouvernement avec notre nouveau rendez-vous unitaire, le 28 avril et le 1^{er} Mai prochains.

Le rassemblement, c'est aussi le regard que nous portons sur ce qu'on appelle les mouvements « citoyens » et c'est d'actualité.

On a évoqué, il y a quelques semaines la pétition en ligne autour du projet de loi travail.

Aujourd'hui, c'est ce qui s'appelle les « nuits debout » et qui se développe dans de nombreuses villes en France, voire ailleurs en Europe et dans le monde.

On peut lire ou entendre çà et là que nous aurions peur de ces mouvements ou qu'ils seraient un signe supplémentaire de la défiance vis-à-vis des syndicats et singulièrement de la CGT.

Ce n'est pas le cas et de nombreux militants ou syndiqués sont présents et interviennent dans ces débats. Faut-il rappeler que ce mouvement est né dans le cadre d'un mouvement social initié par les syndicats et que la première nuit s'est tenue dans la continuité de la journée du 31 mars. Pour ceux qui citent l'Espagne comme repère, le mouvement des Indignés est né dans une toute autre configuration que l'on peut même qualifier de consensus social.

Nous considérons donc que tout ce qui favorise le débat, l'expression de la démocratie va dans le bon sens. Nous revendiquons que cette démocratie ait toute sa place dans les entreprises. La citoyenneté ne peut s'arrêter aux portes de celles-ci, il faut donc plus de droits pour les salariés et leurs représentants. Nous nous inscrivons bien dans la place qui est la nôtre et à travers notre action syndicale, dans ce mouvement, à la recherche d'alternatives et de solutions progressistes.

Mes chers camarades, notre détermination, nos ambitions sont fortes pour transformer le quotidien des salariés, des retraités et des citoyens en général, pour une transformation sociale de la société.

Nos ambitions ne doivent pas masquer le travail à réaliser dans notre CGT pour être le syndicat de toutes et tous. Nous avons du travail à poursuivre, des décisions et résolutions à concrétiser.

Etre le syndicat du monde du travail d'aujourd'hui, c'est prendre en compte la diversité du salariat avec son lot de précarité, l'évolution et la place des retraités dans notre société.

Voir le monde tel qu'il est, ce n'est pas s'adapter au libéralisme, au capitalisme, mais bien permettre à chacune et à chacun de trouver sa place dans la CGT, de pouvoir y donner son avis et y prendre des responsabilités.

Plus de 80% des embauches sont des contrats à durée déterminée, les contrats atypiques se multiplient.

Dans la fonction publique, les contractuels sont de plus en plus nombreux.

Comment prenons-nous en compte cette diversité du salariat dans nos syndicats au sein des établissements et services ?

Quel bilan tirons-nous des premières expériences, encore trop rares à mon goût, de la création de syndicats de sites ?

Quelle place pour les précaires, voire les intérimaires ou les privés d'emplois dans ces syndicats ?

Quelle place pour la jeunesse, y compris pour les étudiants dont un sur deux est contraint de travailler pour payer ses études ? Eux aussi, nous les croisons dans les entreprises, souvent dans le commerce et les services, et ils ont toute leur place à la CGT en qualité de salariés, tout en restant à l'UNEF par exemple, en qualité d'étudiant.

Nous avons de ce point de vue des choses à imaginer en relation avec nos camarades des syndicats étudiants et les Assises de la jeunesse qui se sont tenues à Montreuil les 2 et 3 mars derniers et qui ont réuni plus de 300 jeunes ont commencé à travailler avec beaucoup de sérieux à ces questions.

C'est également vrai pour les salariés des très petites entreprises. Des élections auront lieu en fin d'année, la campagne est lancée et de nombreuses initiatives sont prévues. Vous avez dans le hall partenaire le stand TPE et le bus qui symbolise toute l'importance et les moyens que nous voulons y consacrer. Et cette question n'est pas qu'une question de représentativité pour notre organisation.

La CGT s'est dotée d'organisations comme le Comité national des Privés d'emplois. Nous sommes la seule confédération à organiser les chômeurs, ou l'union syndicale de l'intérim.

Nous avons créé des organisations spécifiques, l'UGICT et l'UCR. Ce sont des atouts pour le développement de la Confédération, pas des CGT bis. Ainsi, nous avons besoin de mieux travailler le travail revendicatif dans les catégories ingénieurs, cadres et techniciens.

C'est ça faire du spécifique et les sujets ne manquent pas, que ce soit le forfait jour, le droit à la déconnexion ou le juste paiement des qualifications.

L'organisation spécifique, ce n'est pas écrire avec d'autres mots ou d'autres expressions, ce qui concerne l'ensemble du monde du travail ou ce qui est déjà écrit dans le tract général. Dans ce domaine, nous avons besoin de complémentarité dans notre activité, pas de concurrence.

Rester syndiqué après sa vie professionnelle reste un défi et une nécessité. Les difficultés de vie et donc les revendications ne s'arrêtent pas au moment du passage à la retraite.

Des exigences nouvelles émergent. Elles se conjuguent avec des problèmes récurrents comme la question du pouvoir d'achat.

La continuité syndicale devrait s'imposer naturellement, or, tel n'est pas le cas. Si nous progressons de nouveau en nombre d'adhérents actifs, et c'est une très bonne nouvelle, nous continuons de régresser chez les retraités et là, c'est beaucoup moins bien.

Plutôt que de nous renvoyer la balle en permanence, il nous faut prendre des mesures concrètes pour que la continuité syndicale soit naturelle. On parle depuis longtemps de carte permanente, pourquoi ne pas la mettre en œuvre très rapidement afin d'éviter d'adhérer une deuxième fois à la CGT lors du départ en retraite alors qu'on y est adhérent parfois depuis plusieurs décennies ?

Vous aurez une décision importante à prendre durant ce congrès avec une modification des statuts visant à considérer que chaque syndiqué compte pour un dans la CGT et une résolution sur « la place du syndicalisme retraité ». Certains diront qu'il était temps, alors faisons-le sans plus attendre.

Un salarié qui vient nous voir veut d'abord adhérer à la CGT. Il n'a souvent aucune connaissance de la structuration, territoriale ou professionnelle, de notre organisation.

Il vaut mieux d'ailleurs parfois. Force est de constater que l'accueil de trop nombreux nouveaux syndiqués ressemble à un parcours du combattant.

C'est ce qui fait qu'un certain nombre d'entre eux ne passe pas le cap de la première année, faute d'avoir trouvé des réponses à ses interrogations.

Cela fait plusieurs années, plusieurs congrès, que des décisions ont été prises concernant notre structuration et notre organisation interne. Tout le monde est d'accord mais cela donne l'impression qu'on attend que les camarades d'à-côté fassent le premier pas.

Ainsi, il y a quelques mois, nous avons mis en place un collectif pour réfléchir sur notre structuration territoriale à partir de l'activité de nos régions. Non pas pour nous adapter sur la réforme territoriale. Nous avons décrit ses dangers et l'avons condamnée sans réserve. Eh bien, des camarades font déjà des conclusions avant que la réflexion et que des premières idées arrivent. Des procès d'intentions tombent. On voudrait supprimer ça, on voudrait copier sur telle ou telle autre organisation. Mes camarades, il y a-t-il des choses à faire évoluer chez nous, oui ou non ?

Alors, faisons nous confiance et travaillons, proposons, le collectif décidera.

Les premières conférences des unions locales qui ont eu lieu en régions donnent des pistes. Il ne s'agit pas de supprimer ce qui fonctionne mais d'améliorer ce qui cloche ou ne marche plus.

Il en est de même sur nos champs professionnels. A force de mettre la poussière sous le tapis, on passe de plus en plus de temps à se retrouver devant les tribunaux entre organisations de la CGT et perdre des élections professionnelles à cause de la présence de plusieurs listes CGT. Que d'énergie, que de ressources perdues.

La Commission affiliation de la Confédération a fait des préconisations qui nous invitent à travailler sur nos champs professionnels respectifs. Nous aurons rapidement à remettre au travail une commission structuration pour avancer sur le sujet.

Là aussi, faisons-nous confiance. Il ne s'agit pas d'anticiper ou d'accompagner la restructuration des branches que travaille le gouvernement. Il s'agit tout simplement d'organiser au mieux les salariés. Nous avons rapidement à mettre des dispositions pour l'accueil des nouveaux syndiqués.

Etre un syndicat de masse comme nous le revendiquons implique une diversité de situations, d'opinions. C'est ce qui fait la richesse historique de la CGT. Mais cette diversité ne doit pas être une façade, un alibi.

On évoque souvent ces derniers temps, la notion de culture du débat. Oui, le débat, c'est important à condition de pouvoir s'exprimer librement et d'assumer ses opinions.

A la CGT, on a le droit de douter d'une stratégie, il faut pouvoir l'exprimer mais aussi l'assumer. C'est ça la démocratie.

Mais le débat ne doit pas prendre le pas sur la prise de décisions et sa mise en œuvre. Et là aussi, le mot démocratie a un sens.

Une décision collective, c'est l'affaire de toutes les organisations. Pas uniquement de celles qui l'ont voté majoritairement. Nous sommes attachés au principe du fédéralisme mais nous devons donner un sens au fait que nous sommes tous confédérés. On pourrait résumer nos intentions par le slogan qui a clôturé l'année de nos 120 ans : la CGT, la parole et l'action.

Notre formule, syndiqués, acteurs et décideurs de son organisation, il faut la faire vivre au quotidien car elle n'est pas magique. Nous évoquons souvent nos problèmes de vie syndicale, nos difficultés à faire participer les syndiqués à la vie de l'organisation. Quand on évoque notre démocratie interne, cette question est souvent réduite au débat entre structures de

la CGT ou organes de direction de la confédération, je pense au lien CCN, CEC et BC, voire de ce qu'on appelle la « maison confédérale ». Le sujet est important certes, et nous continuons là aussi à y travailler.

Mais cette question est valable à tous les niveaux de la CGT. Rendons la CGT accessible à tous les syndiqués, laissons les choisir ce qui les intéresse ou pas. C'est une des tâches essentielles des directions syndicales.

Beaucoup de camarades croisés lors des visites de syndicats évoquent le besoin de mieux communiquer face à, parfois, peu de présence dans les grands médias. Ces attentes viennent principalement des jeunes syndiqués.

Nous continuons nos efforts dans ce domaine avec le lancement à l'occasion du congrès d'un compte FACEBOOK, qui dans sa période de rodage rencontre un vif succès, avec déjà plus de 5 600 abonnés.

Le compte Twitter de la Confédération sera également lancé à l'occasion de ce congrès.

Cela n'empêche pas et ne s'oppose pas au renforcement nécessaire de la presse CGT et notamment le bi média NVO.

Notre campagne pour que notre journal soit présent dans tous les lieux de vie CGT doit se prolonger et s'intensifier. Vous pouvez d'ailleurs concrétiser votre abonnement au bi média à l'occasion du congrès.

Chers camarades, chacun de nos congrès est un moment important de la vie démocratique de notre organisation. Ce n'est pas une assemblée de militants pour prendre des décisions sur les jours à venir mais un moment fort de réflexions, de prises de décisions concernant notre démarche et nos orientations dans de nombreux domaines pour les trois années à venir.

Alors, débattons, exprimons nos points de vue en toute franchise et avec la fraternité qui nous caractérise.

Nous sommes engagés dans un mouvement et des mobilisations de grande ampleur. Nous avons des rendez-vous de lutte, je pense à la nouvelle journée interprofessionnelle de grèves et de manifestation du 28 avril prochain, au 1^{er} Mai et aux rendez-vous qui viendront après.

Montrons nous à la hauteur de nos ambitions, celle d'un syndicalisme de classe et de masse qui agit pour une transformation sociale de la société, un syndicalisme qui rassemble les salariés, quel que soit leur statut ou leur catégorie sociale, mais aussi les retraités, les jeunes et les privés d'emplois.

Et comme nous l'avons répété durant toute cette année marquant notre 120^{ème} anniversaire :

Que la lutte continue !

Vive notre 51^{ème} congrès, vive la CGT. □